



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestation d'étude pangénomique de la méthylation de l'ADN de
642 échantillons d'ADN humains à l'aide de puces Infinium
Methylation EPIC V2 (Illumina) pour le service d'Hématologie
Biologique du C.H.U. de Clermont-Ferrand

N° du CCAP : 24-GHTA-0151

Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 - Décomposition du marché	3
1.3 – Modification du marché	3
1.4 - Type d'accord-cadre.....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	8
12.1 - Vérifications	8
12.2 - Décision après vérification	8
13 - Garantie des prestations.....	9
14 –Pénalités de retard	9
15 - Assurances	9
16 - Résiliation du contrat.....	9
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues	10
18 – Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation d'une prestation d'étude pangénomique de la méthylation de l'ADN de 642 échantillons d'ADN humains à l'aide de puces Infinium Methylation EPIC V2 (Illumina), comprenant :

- La conversion des ADN au bisulfite,
- La réalisation des puces EPIC V2,
- L'interprétation personnalisée des données comprenant l'intégration des caractéristiques clinico-biologiques des patients.

Dans l'offre de base les puces illumina EPIC V2 sont fournies par le service d'Hématologie Biologique.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement d'acheteurs constitué sous la forme suivante : groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

Acheteurs partenaires : aucun.

Acheteur référent : Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand

L'acheteur référent aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre concerné par ce marché devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution du marché :

Service Hématologie Biologique - CHU CLERMONT-FERRAND

Site Estaing,

Service d'Hématologie Biologique - Equipe EA 7453 Chelter

1 place Lucie et Raymond Aubrac

63003 Clermont-Ferrand Cedex

1.2 - Décomposition du marché

Prestation unique.

1.3 – Modification du marché

Conformément aux articles R2194-1 et R2194-7 du code de la commande publique le marché pourra être modifié concernant :

- Changement de titulaire du marché quelle qu'en soit la cause sous réserve que le nouveau titulaire présente au moins des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles comparables ou supérieures à celles attendues lors de l'attribution du marché.
Dans ce cas, le titulaire initial s'engage à prévenir le coordonnateur du groupement des lots concernés et des coordonnées du repreneur au moins un mois avant la date de changement de titulaire.

- Ajout de références de fournitures manquantes ou nouvelles respectant la définition technique du besoin tel qu'il est exprimé dans l'intitulé du marché, mais n'occasionnant pas une modification de l'économie du marché.
- Substitution de référence des consommables sans modification tarifaire.

Le cas échéant, l'ensemble des nouvelles prestations seront clairement définies dans un document validé par le titulaire du marché et l'établissement support du GHT.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum de l'accord cadre est de 300 000,00€ HT sur toute la durée du marché.
Le nombre estimatif annuel de patient est de 321.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s) dans chaque établissement concerné par le marché.

Les personnes en charge de l'exécution du marché pour chaque établissement sont indiquées à : sans objet.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Les bordereaux des prix unitaires ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 24-GHTA-0151);
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 24-GHTA-0151) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire.
- Les fiches techniques des produits proposés.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Le marché est reconductible 3 fois par période de 12 mois.
Cette reconduction est tacite.

En cas de reconduction tacite, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché, une fois la période initiale écoulée. Dans ce cas le Pouvoir Adjudicateur enverra au titulaire du marché, au plus tard deux mois avant la fin de la durée de validité du marché, une décision de non reconduction, par lettre recommandée avec A.R.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations des annexes à l'Acte d'Engagement, les bordereaux de prix unitaires.

Les prix du BPU s'entendent en € avec 2 décimales au maximum.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

6.2 - Modalités de variation des prix

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour une première période de 12 mois à compter de la date de prise d'effet du marché.

Passé ce délai, le prix est révisable en hausse ou en baisse dans les conditions suivantes :
Le titulaire doit adresser au service du CHU en charge de l'exécution du marché, par envoi recommandé avec accusé de réception (papier ou électronique) sa nouvelle proposition accompagnée de tous les justificatifs, **au plus tard 2 mois** avant l'expiration de la période contractuelle.

Si aucun réexamen n'est effectué à cette date, les prix et/ou modalités précédents seront contractuellement considérés comme les prix et/ou modalités en vigueur pour une nouvelle période de 12 mois.

Clause butoir : Dans tous les cas, la hausse des tarifs sera limitée à 1.5% à chaque revalorisation.

Clause de sauvegarde : Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai par Lettre Recommandée avec A.R. dûment accompagnée des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient.

Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans un accord express du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des marchés.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Pour le CHU de Clermont-Ferrand :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **26630746100019**
- Code service : **ML**
- Numéro d'engagement juridique : EXERCICE/ML/N°DE COMMANDE

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Modalités d'exécution et délai de livraison

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande émis par :

Direction du Laboratoire

Tél. : 04 73 751 208

Fax : 04 73 754 740

Les bons de commande font mention de la désignation des produits, des quantités, du lieu de livraison, du prix, de la date limite de livraison.

Celle-ci devra être exécutée dans le délai auquel s'est engagé le titulaire dans son offre et qui dans tous les cas doit être inférieure à 6 semaines à date de l'émission du bon de commande pour la solution analytique, et à 10 jours ouvrés soit 2 semaines calendaires à dater de l'émission du bon de commande pour les réactifs, produits et consommables.

La prestation comporte la fourniture des réactifs captifs, produits et consommables, leur livraison et leur chargement au lieu indiqué au bon de commande.

Toute livraison non conforme à ces prescriptions sera refusée et devra être représentée conforme dans les 48 heures suivantes.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 –Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales - Fournitures Courantes et Services, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvrable (lundi – vendredi) de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50€ par jour ouvrable de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En cas de défaillance du titulaire, l'autorité compétente prendra toutes dispositions aux frais et risques du titulaire pour faire exécuter les prestations.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 – Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1-14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.